



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Madagascar : le Consortium United Against Torture condamne la répression brutale des manifestations pour l'eau et l'électricité.

Le 06 octobre 2025.

Le Consortium United Against Torture exprime sa plus vive préoccupation et condamne avec la plus grande fermeté la **brutalité de la répression** exercée par les forces de sécurité malgaches à l'encontre de manifestants pacifiques.

Depuis le **25 septembre 2025**, la capitale, Antananarivo, est le théâtre de protestations citoyennes menées notamment par des jeunes, regroupés sous le nom de « **GEN Z** », pour dénoncer la non-satisfaction par le gouvernement de droits fondamentaux, en particulier les **coupures récurrentes d'eau et d'électricité**.

Usage excessif et disproportionné de la force

Le Consortium est alarmé par l'usage **excessif et disproportionné de la force** par les forces de l'ordre malgaches. Selon les chiffres du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, cette répression violente a entraîné la **mort de 22 personnes, dont des enfants**, et a causé de **nombreux blessés** parmi les manifestants non armés, y compris des journalistes couvrant les événements. Le niveau de violence suggère que les actes sont susceptibles de constituer des traitements cruels, inhumains ou dégradant, voire de la torture.

Cet usage létal de la force est en **violation manifeste** des principes fondamentaux du droit international. Nous rappelons que :

1. Les forces de l'ordre ne peuvent recourir à la force que lorsque cela est **strictement nécessaire**.
2. L'usage des **armes à feu** n'est permis que lorsque des vies sont en danger immédiat et qu'il n'existe aucun autre moyen de les protéger.
3. Le **respect des modalités légales de sommation** est obligatoire avant tout usage de la force.

Or, l'intervention des forces de sécurité malgaches est apparue totalement disproportionnée et contraire aux **Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois**, ainsi qu'au **Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois**, textes qui sont par ailleurs en cohérence avec les instruments internationaux ratifiés par Madagascar.

Rappel des responsabilités et appels

Le [Protocole type à l'intention des forces de l'ordre](#) sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques précise clairement que le rôle des forces de l'ordre est de faciliter et de protéger les rassemblements plutôt que de les réprimer.

En conséquence, le **Consortium United Against Torture** :

1. **Exhorte le Président de la République de Madagascar** à intervenir immédiatement pour **rappeler aux forces de sécurité** leur obligation absolue de respecter l'intégrité physique des populations en toutes circonstances, et de les tenir responsables de leurs actes.
2. **Appelle les forces de sécurité à la retenue immédiate** et les différents acteurs au **dialogue** dans le respect strict de la légalité républicaine et des règles de l'État de droit.
3. **Demande aux autorités malgaches compétentes** de garantir une **enquête immédiate, efficace, indépendante et impartiale** sur ces violations. Cette enquête est indispensable pour identifier les responsables de l'usage arbitraire ou abusif de la force et pour les **poursuivre en justice**, conformément au Principe 7 des Nations Unies qui dispose que ces actes doivent être punis comme une infraction pénale ;
4. **Octroyer** aux victimes et leurs familles des **réparations** appropriées, y compris la **réhabilitation**.

La justice doit être rendue aux familles des victimes. L'impunité ne peut être tolérée.

Contacts Presse : Marie Salphati, Coordinatrice UATC – msa@omct.org

À propos du Consortium United Against Torture :

Le consortium United Against Torture (UATC) est un projet financé par l'UE qui met en commun les forces et l'expertise de six organisations internationales de lutte contre la torture, en partenariat avec plus de 200 organisations de la société civile et d'autres partenaires dans plus de 100 pays, afin de renforcer et accroître la prévention de la torture, la protection, la réhabilitation et les contentieux stratégiques.

Le présent communiqué de presse a été publié par la FIACAT, Omega Research Foundation, OMCT et Redress.

Pour aller plus loin : [Protesting Without Fear: A policy framework to end torture and ill-treatment in the context of protests](#)